



**Allocution d'ouverture de
Son Excellence Mme Vera Songwe**

**Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations
Unies et Secrétaire exécutive de la Commission économique
pour l'Afrique**

**A l'occasion de la 7^{ème} session du Forum régional
africain pour le développement durable**

PROJET

- Votre Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso Président de la République du Congo,
- Votre Excellence Monsieur Firmin Ayessa, Vice Premier ministre de la République du Congo,
- Votre Excellence Madame Arlette Soudan-Nonault, Ministre du Tourisme et de l'Environnement de la République du Congo,
- Votre Excellence Madame Amina Mohammed Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies,
- Votre Excellence Monsieur P.V. Mavima Ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale de la République du Zimbabwe, et Président du Bureau sortant de la sixième session du Forum régional africain pour le développement durable,
- Votre Excellence Monsieur Albert Muchanga Commissaire au commerce et à l'industrie de la Commission de l'Union africaine,
- Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
- Chers participants,
- Distingués invités,
- Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir et l'insigne honneur de prendre la parole à la septième session du Forum régional africain pour le développement durable.

Je tiens tout d'abord, au nom de la Commission économique pour l'Afrique, à exprimer nos profonds remerciements au Gouvernement et au peuple congolais d'avoir brillamment relevé le défi d'abriter ce Forum dans les circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19.

En effet, le choc massif et brutal produit par cette crise sanitaire sans précédent et par les mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer ont plongé l'économie mondiale dans une des plus graves récessions depuis des générations. La contraction de la croissance mondiale pour 2020 est estimée selon le Fonds monétaire international (FMI) à -3,5 %. Pour ce qui est de l'Afrique, la CEA a exécuté une simulation qui montre que la croissance moyenne du continent en 2020 aurait chuté à 1,8 % dans le meilleur scénario et à -2,6% dans le pire scénario en raison de l'impact économique de la COVID-19.

Force est de constater que l'Afrique souffre autant de la crise climatique, qui épuise davantage les richesses de notre continent. Les pays africains consacrent déjà entre 2 et 9% de leur PIB pour répondre aux impacts environnementaux associés au changement climatique, notamment inondations, sécheresses et glissements de terrains. Les projections de la CEA démontrent qu'au rythme actuel de réchauffement de notre planète, les zones les plus affectées par le changement climatique perdront jusqu'à 15% de leur PIB à l'horizon 2030.

La pandémie, tout comme la crise climatique, a mis à rude épreuve la résilience sociale, économique, politique et environnementale des pays africains, imposant un lourd tribut aux pauvres et aux catégories vulnérables et mettant en péril des décennies de gains durement acquis en matière de développement. Le FMI estime que la pandémie de COVID-19 a creusé le déficit de financement du continent jusqu'à le porter à 345 milliards de dollars et a fait dérailler les progrès qui s'accomplissaient dans la réalisation des objectifs de développement durable, plaçant ainsi de nombreux pays africains dans un cercle vicieux où les problèmes de liquidités, la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et le coût de la dette les

empêchent de mettre en place des mesures de relance urgentes pour assurer une reprise vigoureuse.

Cette question cruciale de la dette a incité la CEA à organiser en mars 2020 deux conférences virtuelles des Ministres africains des Finances qui ont abouti à un appel en faveur de l'annulation de la dette de ces pays ainsi qu'à un appui de 100 milliards de dollars de soutien financier aux bailleurs bilatéraux et aux institutions financières multilatérales pour aider à soutenir les économies africaines gravement touchées par la pandémie de COVID-19. À la suite de cet appel et d'autres initiatives similaires de différents partenaires au développement, le FMI et la Banque mondiale, ont appelé les créanciers officiels à permettre aux pays à faible revenu de suspendre leurs paiements au titre du service de la dette. Ces efforts ont abouti à l'annonce par le G20 au mois d'avril 2020 d'une initiative de suspension du service de la dette (ISSD) dû aux créanciers bilatéraux officiels. Cette suspension temporaire a permis aux pays éligibles de mieux faire face aux répercussions sanitaires, sociales et économiques de la COVID-19. L'ISSD a été prolongée de fin décembre 2020 à juin 2021 avec une possibilité d'extension supplémentaire de 6 mois.

Vos Excellences, Mesdames et messieurs,

Ce moratoire sur la dette est certes une étape essentielle pour aider l'Afrique à traverser la crise du nouveau coronavirus car il a permis de dégager des espaces budgétaires et de trésorerie afin de financer la lutte contre la pandémie et accompagner les efforts des gouvernements en matière socio-économique. Mais cela est loin d'être suffisant car il en faut davantage pour aider les pays africains à **« Mieux construire l'avenir »**.

Les pays développés ont injecté des centaines de milliards de dollars pour relancer leurs économies. Aux États-Unis, par exemple, la nouvelle administration est sur le point de faire adopter un plan de relance de 1900 milliards de dollars pour surmonter la crise de la COVID-19. Ces montants sont sans commune mesure avec les 100 milliards de dollars que demande l’Afrique dont la population totale est 4 fois supérieure à celles des États-Unis.

Vos Excellences, Mesdames et messieurs,

Il ne fait aucun doute que la crise sanitaire de la COVID-19, qui s’est muée en crise socioéconomique, n’a fait que souligner la faiblesse structurelle des économies africaines. Le modèle de croissance économique qui prévaut dans la majorité des pays africain est caractérisé par la prééminence des produits primaires dans le système productif et l’exposition aux fluctuations des cours internationaux. Les économies africaines sont pour la plupart peu diversifiées, peu industrialisées et exportent des produits peu transformés.

C’est dans ce contexte que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue un véritable catalyseur pour stimuler le commerce entre les pays africains, favoriser des chaînes de valeur régionales, soutenir le développement industriel, créer des opportunités d’affaires, créer des emplois pour les jeunes ainsi que dynamiser la compétitivité et l’innovation, contribuant ainsi à la réalisation du Programme 2030 et de l’Agenda 2063. La ZLECAf qui a été officiellement lancée le 1^{er} janvier 2021 représente un marché unique de plus de 1,3 milliard de consommateurs et de consommatrices avec un PIB cumulé supérieur à 2500 milliards de dollars.

Vos Excellences, Mesdames et messieurs,

Nous sommes réunis à Brazzaville sous la bannière de **‘Mieux construire l’avenir’** ; et cela exige de ne pas accepter un simple retour au statu quo. Nous devons redéfinir nos modèles de développement pour mieux rebondir. Il faut pour cela une relance verte de nos économies, axée sur une prise de conscience de la véritable valeur de notre capital naturel.

Ce majestueux fleuve Congo qui sépare deux capitales, mais qui unit les peuples riverains, nous permet de prendre conscience de l’immense richesse et du grand potentiel de notre environnement, mais aussi de sa fragilité. Le bassin du Congo et ses tourbières sont parmi les plus grand puits de carbones de notre planète, et représentent une chance pour l’Afrique et pour le monde.

Pour s’assurer que ce deuxième poumon vert de la planète respire toujours, nous devons nous pencher sur des solutions fondées sur la nature. Nous pouvons multiplier les emplois dans le secteur agro-forestier, dans l’éco-tourisme, tout en favorisant des chaînes de valeur durables.

Une étude sur les investissements verts conduite par la CEA, démontre que les investissements en énergie renouvelable et des solutions basées sur la nature pourraient créer 250% plus d’emplois et 450% plus de valeur ajoutée que les investissements traditionnels reposant sur les hydrocarbures.

Et nous devons absolument mobiliser les financements nécessaires pour que le rôle des citoyens africains en tant que garants de la richesse écologique de notre planète soit reconnu à travers la création d’emplois décent et pérenne fondé sur la nature. Le Fond bleu nous offre un véhicule de développement dans ce sens, pour catalyser la mobilisation de ressources pour un vrai développement durable.

Excellencies, ladies and gentlemen,

As of the beginning of March 2021, **over 3.9 million people in Africa have been affected by the disease, with a case fatality rate of 2.7%** - that is 104,012 people who have lost their lives to this disease on the continent so far.

SLIDE 1: Trends in COVID19 cases in Africa by region

While Africa has **demonstrated some resilience**, Africa's health care workers, and institutions already stretched before the pandemic have paid a high price.

Africa would need to replace and rebuild a stronger and more resilient health care system following the pandemic.

In the short term, however, **the priority for all is getting vaccines to 60 % of the population** to allow for herd immunity. It is estimated that this will **cost over 20 % of GDP for most budgets**.

The ECA has been working with the African Union Commission, the Africa Centres for Disease Control, Afreximbank and other partners through the **African Vaccine Acquisition Task Team**, and with many other partners through the **Africa Medical Supplies Platform** to support African countries secure the much needed vaccines to tackle COVID-19.

Over 500 million doses have now been sourced for African countries and we aim to reach at least enough **vaccines for 60% of Africa's population**.

On the economic front, **Africa is facing its first recession in 25 years** as a result of the COVID-19 pandemic and the related economic consequences.

Over 75% of countries on the continent went into lockdown, while tourism receipts, remittances, and of course government revenues all collapsed.

However, the **continent was able to show some health and economic resilience**, owing to a large extent on buffers built by many countries prior to the crisis and also thanks to the response of the G20, the IMF and the MDBs.

However, **the slow response by the multilateral system to urgently address the liquidity challenges** posed by the pandemic on African economies has huge disastrous consequences.

[SLIDE 2: \$100 billion stimulus and recession slide]

African countries will require at least 100 billion per year over the next three years to fill the USD345 billion hole identified by the IMF

Serious challenges lie ahead for Africa. But with the right policies and strong effective multilateral system reset, Africa can recover well from the triple crises of climate, health and economy to build forward very resilient economies.

In the ECA's report on "**Building forward together**", we propose a **three-phased framework** to **respond** to the combined health, climate and economic crises, **recover** better and **re-set** systems for long term resilience impact.

[SLIDE 3: respond, recovery and re-set slide]

We need to mobilise the resources for the immediate reset, while also channelling the recovery investments into transformative sustainable sectors. Finally, we need to reset our economic models within a transformed multilateral development framework.

The immediate **response** is about liquidity for African countries. We need the extension of the Debt Service Suspension Initiative (DSSI) to end 2021 and even consider 2022. An initial allocation of special drawing rights is essential while we upscale Africa's access to vaccines. For the **recovery** and investment in transformative green actions, we need additional issuances of SDRs including for on-lending and for the creation of more affordable financial vehicles for Africa. This will require further blended finance and opportunities for debt swaps and SDG Bonds. The **reset** requires that we transform our economic systems: improving domestic resource mobilization and enhancing transparency and governance. We need to invest in climate smart agriculture and nature-based solutions while leveraging digitalization and e-Commerce enablers through the AfCFTA.

This framework underscores the important facts that:

- **Green approaches provide the best options that create jobs**, while ensuring environmental integrity and inclusion as demonstrated in the report we launched two days ago on “**Building forward for an African Green Recovery**”.
- [SLIDE 4: Green recovery report focus areas]
- Important green investment and focus areas include
 - Resilient infrastructure, particularly renewable energy
 - Human capital
 - Food security
 - Natural capital / nature-based solutions

- Markets and financial systems
- The report shows that **prioritising stimulus investments on green options** in South Africa could **create 250% more jobs** – especially for women - and **420% more value addition** in the short term.

Vos Excellences, Mesdames et messieurs, chers invités

Bien que la pandémie de la COVID-19 ait secoué en profondeur le Programme de développement durable à l’horizon 2030 il ne faut pas laisser cette crise briser les espoirs et les ambitions de l’Afrique. Car les principes sur lesquels reposent les objectifs de développement durable sont essentiels pour mieux se relever après la pandémie.

La CEA pour sa part est convaincue que les objectifs de développement durable et les objectifs, aspirations et cibles énoncés dans l’Agenda 2063 doivent être au centre des plans de relance pour l’après-COVID-19 des pays africains.

Au nom de l’équipe de la CEA, nous nous engageons à continuer à mobiliser l’ensemble des partenaires techniques et financiers afin que notre continent puisse tirer parti de la Décennie d’action pour atteindre les objectifs de développement durable et réaliser la vision commune d’une Afrique plus pacifique et plus prospère.

Je vous remercie.

